

alcooliques, modelé sur le centre Camilla exploité par les soeurs de la congrégation de Saint-Joseph.

On envisage diverses initiatives, mais il faut que le gouvernement fédéral s'engage à verser sa contribution financière.

Cette semaine, j'ai présenté à la ministre plusieurs propositions de décentralisation vers le nord de l'Ontario et Elliot Lake des bureaux du gouvernement à Toronto et ailleurs au pays. Après tout, cette ville est la sixième centre urbain en importance dans le nord de l'Ontario. Nous ne pouvons pas laisser disparaître une collectivité dotée de tant d'atouts. Nous devons diversifier notre économie. Nous devons utiliser au mieux les ressources que nous avons. Je demande instamment au gouvernement d'accepter. Je pense que la collectivité s'en remet elle aussi au gouvernement. Je demande au gouvernement fédéral de nous appuyer et de nous aider en faisant sa juste part.

M. Bill Kempling (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je suis heureux, au nom de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, de pouvoir parler des initiatives que le gouvernement a prises pour aider les travailleurs mis à pied d'Elliot Lake.

Nos experts-conseils du Service d'aide à l'adaptation de l'industrie ont collaboré étroitement avec Denison Mines, Rio Algom Ltd. et les Métallurgistes unis d'Amérique de la province de l'Ontario pour venir en aide aux travailleurs licenciés de cette localité.

On a notamment mis sur pied deux comités d'aide à l'adaptation de l'industrie pour aider les travailleurs et la direction à traiter du dossier des mises à pied aux mines Denison et des fermetures de la Rio Algom. Par l'entremise du comité du Service d'aide à l'adaptation de l'industrie, le ministère de l'Emploi et de l'Immigration du Canada a débloqué 106 000 \$ et 102 000 \$ respectivement pour aider les travailleurs de Denison Mines et de Rio Algom.

Le député n'ignore pas que sur les 420 employés mis à pied à Denison Mines, 344 ont un plan d'emploi ou de recyclage et 26 prennent une retraite anticipée.

Le ministère de l'Emploi et de l'Immigration a débloqué 114 000 \$, assortis d'une somme équivalente par la province de l'Ontario, pour établir un centre d'adaptation communautaire à l'intention des travailleurs locaux dont l'emploi pourrait être menacé et l'avenir bouleversé par les mises à pied.

L'ajournement

Un comité de coordination a été formé dans le cas d'Elliot Lake pour établir un ordre des priorités et voir combien de fonds au titre de la formation peuvent être dépensés dans cette région.

Emploi et Immigration Canada a approuvé une subvention de 818 000 \$ destinée au financement d'activités supplémentaires dans le cadre du Programme relatif aux pénuries de main-d'oeuvre et du Programme de développement de l'emploi, ainsi que dans le cadre de la Planification de l'emploi. Cette somme servira essentiellement à des fins de déplacement, de formation, de développement économique des collectivités et d'aide à l'adaptation.

En août 1990, on a annoncé un financement fédéral supplémentaire de un million de dollars, aux fins de l'aide au déplacement et à la prospection, pour répondre aux besoins de la collectivité d'Elliot Lake.

Le député devrait savoir que le gouvernement aurait offert d'autres mesures d'aide à des collectivités comme Elliot Lake si la Stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre avait été mise en oeuvre et le projet de loi C-21 adopté.

Le député d'Algoma sait que nombre de travailleurs mis à pied ont réclamé de l'aide en vue de leur déplacement, ou des fonds supplémentaires leur permettant de fonder leur propre entreprise, parce qu'ils avaient l'impression que c'était maintenant la voie à suivre. Le gouvernement aurait pu les aider si le projet de loi C-21 et la Stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre avaient été en vigueur. Avec la Stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre et le projet de loi C-21, le gouvernement a l'intention de hausser de 45 millions de dollars le budget de financement de l'aide au déplacement et d'encouragement à l'activité indépendante.

Un grand nombre de citoyens d'Elliot Lake ont aussi eu l'impression qu'ils pouvaient prendre en main leur propre destinée et tracer un plan de restructuration pour leur localité. Cette municipalité est déjà admissible à des subventions dans le cadre du programme Développement des collectivités, pour la création de petites entreprises et d'activités indépendantes, la formation et d'autres initiatives locales. Notre gouvernement n'oublie pas que de l'aide additionnelle aurait pu être offerte aux gens d'Elliot Lake, en vertu de la Stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre, si le projet de loi C-21 avait été adopté au Sénat.

Finalement, on a déjà parlé du succès du comité du service d'aide à l'adaptation de l'industrie, en ce qui a trait à l'aide qu'il a apportée aux travailleurs de Denison